

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1624

Artikel: Union suisse des paysans : la peur de disparaître
Autor: Danesi, Marco
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1019374>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La peur de disparaître

Les délégués de l'USP se sont réunis à Berne le 11 novembre. Ils ont réaffirmé leur foi dans une agriculture de qualité, écologique et proche des consommateurs, contre la libéralisation sauvage des marchés.

Luzius Wasescha, ambassadeur de la Suisse auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mise sur l'AOC, l'appellation d'origine contrôlée. Il vend les bienfaits des produits de niche à l'assemblée de l'Union suisse des paysans. Uniterre, l'autre syndicat dissident et contestataire, lui préfère José Bové, martyr mondialisé de la souveraineté alimentaire. Se faire petit et rusé face aux géants, suggère le commis du Conseil fédéral. L'ouverture des marchés menace, le drame aussi. Les frontières vacillent. La Suisse importe quatre carottes sur dix. Il est inutile de défier les Goliath de l'agroalimentaire sur leur terrain. Les David suisses doivent se diversifier, soigner la qualité et chercher les consommateurs. Promouvoir fruits et légumes du terroir, bio et de saison, à des prix flatteurs.

L'ambassadeur devine le ressentiment des délégués. C'est un peu le loup dans la bergerie. Il le sait. Il pèse ses mots lorsqu'il blâme les paysans hostiles aux négociations en cours. Un référendum contre les accords à venir isolerait la Suisse. Il agite le spectre de la voie bilatérale, marchander avec chaque partenaire des arrangements spécifiques, payés cher et sans véritable contrepartie. La salle mord sa langue. Taciturne, l'angoisse au ventre.

Diplomate, Luzius Wasescha rassure les paysans endimanchés. Le gouvernement soutient l'agriculture suisse. Avec toutes ses forces et quelques alliés (le groupe du G10 dont font partie le Liechtenstein, le Japon, la Corée du Sud, la Bulgarie, Taïwan, l'Islande, Israël, la Norvège et l'Île Maurice), même si Joseph Deiss n'oublie pas l'état des caisses fédérales et les sommations d'*economiesuisse*. La multifonctionnalité reste un mot magique (*green box* en anglais). L'exception intouchable au milieu d'intérêts commerciaux faméliques et de clientèles nationales armées jusqu'aux dents. C'est la version paysanne du réduit militaire. Tant qu'il résiste, tout n'est pas perdu, malgré

l'abandon des subventions à l'exportation et la réduction forcée des droits de douane jusqu'à leur suppression, un jour.

L'orgueil de la terre

Assignés au Kursaal de Berne écrasée d'une brume grasse, les paysans suisses «proches de nous»- 65 000 exploitations en activité - dégagent leur fierté. Toujours prêts à se sacrifier pour leur terre et leur patrie, ils repoussent les attaques dont ils sont victimes. Hansjörg Walter, président rugueux de l'USP, se révolte avec modération. Il censure les donneurs de leçon, sinon les pourfendeurs du monde paysan. L'agriculture suisse se renouvelle dans la douleur. Pris «en sandwich» entre les marchés et l'écologie, les paysans doivent se métamorphoser en entrepreneurs combattifs, compétitifs et compétents - parole de Christoph Blocher. Assez pleurniché, au boulot. Cultiver des patates sans oublier business plan et marketing.

L'assistance fait la moue. Des hommes, peu de femmes, s'interrogent en silence. Ils compulsent les lignes directrices formulées par la direction. Ils tourmentent le programme d'action 2005. Ils hésitent. Le pragmatisme un peu morne sent le compromis, sinon la capitulation. Les engagements pris à l'OMC, remis en jeu à Hong Kong l'an prochain, pourraient anéantir les paysans. Jusqu'à deux milliards et demi de francs de recettes en moins. On tremble quand on sait que lait, céréales et viande dégagent un revenu de trois milliards de francs chaque année.

Alors non. Yves Pelleaux, président de Prométerre (Association vaudoise de promotion des métiers de la terre), se précipite à la tribune. Chaque pays doit nourrir sa population. L'économie de guerre contre la tyrannie de la globalisation. Vive les labels suisses. Assez du va-et-vient insensé des marchandises au profit des superpuissances agricoles: libérales à l'étranger, protectionnistes à la maison. «Doha» (cycle de négo-

ciation de l'OMC consacré à l'agriculture, aux produits industriels et aux services) va décimer les paysans du monde entier, Suisses compris. Sans parler des bilatérales qui pillent déjà le secteur. Le deuil des contingents laitiers commence à peine. Emu, il réclame des mesures d'accompagnements pour les exploitations en sursis, en deux mots de l'argent pour garantir le niveau des prix. À défaut, c'est le référendum. «On peut endurer quelques années de pluie, mais pas de longues périodes de grêle» craque un éleveur lucernois, vraiment fâché.

La démagogie bon marché

Hanjörg Walter console ses troupes. L'USP souhaite également une solution équilibrée. En revanche, il refuse l'affrontement. Persuasion et consensus, voilà la méthode. John Dupraz, conseiller national radical genevois et vice-président, promet d'en découdre si les résultats des négociations sont insatisfaisants. Pour l'heure, il vaut mieux soutenir l'effort du Conseil fédéral. Sans faire de vagues. À trop crier au loup, les consommateurs risquent de perdre patience. Les paysans doivent soigner leur image et courtiser la sympathie des citoyens.

Alors on vote à l'unanimité, par défaut, parce qu'il est midi, charte, programme, organigramme et résolution adressée aux sept sages contre les coupes budgétaires, au nom d'une agriculture polyvalente affranchie des diktats de l'OMC et de l'Union européenne. Quitte à se faire plaisir avec Max Binder, président du Conseil national UDC et paysan lambda, qui réclame et obtient que l'USP s'oppose à l'abrogation de l'impôt douanier sur les carburants qui rapporte aux agriculteurs soixante millions par an. L'amour-haine de l'Etat, dont on déplore les contraintes (taxes, lois, directives, contrôles) en encaissant paiements directs et subventions, court toujours.

md

www.bauernverband.ch/fr

www.prometerre.ch - www.uniterre.ch